

N°1 MAI 2011

 MISSION
AGROBIOSCIENCES

VEILLE PÉDAGOGIQUE

DE LA MISSION AGROBIOSCIENCES-ENFA
À DESTINATION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

ÉCLAIRAGES ALIMENTATION ET SOCIÉTÉ



**PRESSIONS MÉDICALE, ESTHÉTIQUE,
MORALE ET ÉCONOMIQUE**

**QUAND L'OBÉSITÉ
DEVIENT HORS NORMES**

INTRODUCTION **P3**

Pressions médicale, esthétique, morale et économique :
quand l'obésité devient hors normes

REPÈRES **P4**

Définition
L'indice de masse corporelle
Les chiffres
Quelques dates clés...

PROBLÉMATIQUES **P6**

Obésité : les dessous de l'épidémie P6
Obésité : quand le gras et le gros deviennent hors normes P8
Politiques nutritionnelles : perspectives, débats et controverses P10

POUR ALLER PLUS LOIN **P13**

Sur le site du ministère de l'Agriculture, de l'alimentation,
de la pêche, de la ruralité, et de l'aménagement du territoire P13
Aux Éditions Educagri P15
Autres références P16

MISSION D'ANIMATION AGROBIOSCIENCES **P19**

Une référence nationale dans la conception et l'animation de débats publics
Une fonction d'expertise, d'éclairage et de veille pédagogique
Un magazine Web, pour une large diffusion des savoirs
Une équipe collégiale
Un Conseil stratégique et scientifique

 INTRODUCTION

Pressions médicale, esthétique, morale et économique : quand l'obésité devient hors normes

En l'espace d'une dizaine d'années, le regard porté sur l'obésité a changé de nature. Au-delà du strict aspect médical et des risques associés à l'obésité (diabète, maladies cardio-vasculaires...), le regard sur cette pathologie est aussi emblématique des évolutions de nos sociétés dans leur rapport au corps et à leur alimentation.

Hier, simple excès de graisse, le corps obèse est, depuis, devenu un corps malade, puis progressivement une anormalité en soi. L'obèse est aujourd'hui considéré comme hors normes. Et ce, au travers de quatre tendances : médicale, esthétique morale et économique.

Médicale d'abord, si l'on se base sur la définition même de l'obésité, l'indice de corpulence. Est obèse tout individu dont le rapport entre le poids et la taille dépasse un certain seuil, celui d'une corpulence dite « normale ».

Esthétique ensuite, dans une société où la norme veut que la graisse disparaisse de la moindre parcelle de notre corps, l'embonpoint n'a plus « droit de cité ». La mode est aux canons amaigris et aux silhouettes sculpturales. Le corps obèse devient tout bonnement disgracieux... difficile à porter.

Morale aussi, à l'heure où les recommandations, voire les injonctions sur le bien manger et la maîtrise de soi se multiplient, l'obèse, qui autrefois faisait figure de bon vivant, de bien-être corporel et d'aisance sociale, apparaît soudainement comme inapte à se conformer à la règle collective.

Économique, enfin, à l'heure des impératifs de réduction des dépenses de santé, l'individu obèse peut se retrouver ainsi culpabilisé par le fait que la prise en charge de l'obésité et des maladies qui lui sont liées (hypertension, diabète...) coûte cher à la collectivité.

Ceci a des conséquences pour le sujet obèse qui se voit ainsi confronté à une quadruple épreuve.

Problème sanitaire majeur, l'obésité est également à la croisée des tensions et des pressions qui s'exercent sur les corps et les comportements alimentaires, celles-ci réinterrogent aussi la société dans son ensemble.

Aborder l'obésité au-delà d'un strict problème de santé publique, c'est questionner, *in fine*, ces nouvelles normes qui traversent nos sociétés. C'est aussi questionner la nature des messages nutritionnels.

Pour saisir ces différentes influences, cette veille pédagogique propose un espace critique avec un tour d'horizon en trois étapes : réalités et idées reçues autour de l'épidémie d'obésité ; les conséquences sociétales et individuelles du nouveau regard sur l'obésité ; un point sur les effets paradoxaux et contrastés des politiques nutritionnelles.

▶ REPÈRES

▶ Définition

C'est en 1997 que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) classe l'obésité comme une pathologie, la qualifiant d'ailleurs comme la « *première épidémie non infectieuse de l'histoire de l'humanité* ». L'obésité est définie comme « *une accumulation anormale ou excessive de graisse qui peut nuire à la santé* ». L'excès de poids entraîne un risque accru de maladies métaboliques (diabète), cardiaques, respiratoires, articulaires et de certains cancers.

▶ L'indice de masse corporelle

La classification de référence est l'Indice de Masse Corporelle (IMC) calculé en divisant le poids en kilogramme par la taille exprimée en mètre et élevée au carré ($IMC = \text{kg}/\text{m}^2$). L'IMC est dit « normal » lorsqu'il se situe entre 18,5 et 25. En dessous, vous êtes considéré comme maigre ; au-delà et jusqu'à 30 en surpoids. Entre 30 et 35, on parle d'obésité modérée. Lorsque l'IMC est compris entre 35 et 40, l'obésité est qualifiée de sévère. Au-delà, elle est dite massive ou « morbide ».

▶ Les chiffres

La France reste l'un des pays de l'OCDE les moins concernés par l'obésité (voir graphique p.5). Selon les dernières données de l'enquête Obépi (2009), en France, 14,5 % des adultes de 18 ans et plus sont obèses. Le chiffre se porte à 31,9 % si l'on intègre également les personnes en situation de surpoids. À l'horizon 2025, selon les scénarios tendanciels, le pourcentage pourrait osciller entre 18 % et 25 %¹. Pour ce qui concerne le montant de sa prise en charge en France, les coûts médicaux se situaient, en 2002, entre 2,6 à 5,1 milliards d'euros.

▶ Quelques dates clés

1997. L'OMS classe l'obésité comme pathologie.

2001. Lancement du Plan National Nutrition et Santé (PNNS). Parmi les objectifs affichés, celui de réduire de 20 % la prévalence du surpoids et de l'obésité ($IMC > 25 \text{ kg}/\text{m}^2$) chez les adultes et interrompre l'augmentation, particulièrement élevée au cours des dernières années, de la prévalence de l'obésité chez les enfants.

2005. Suppression des distributeurs automatiques de boissons et de confiseries dans les établissements scolaires.

2006. Lancement du PNNS 2, pour 5 ans. La réduction de la prévalence de l'obésité et du surpoids reste l'un de ses axes prioritaires.

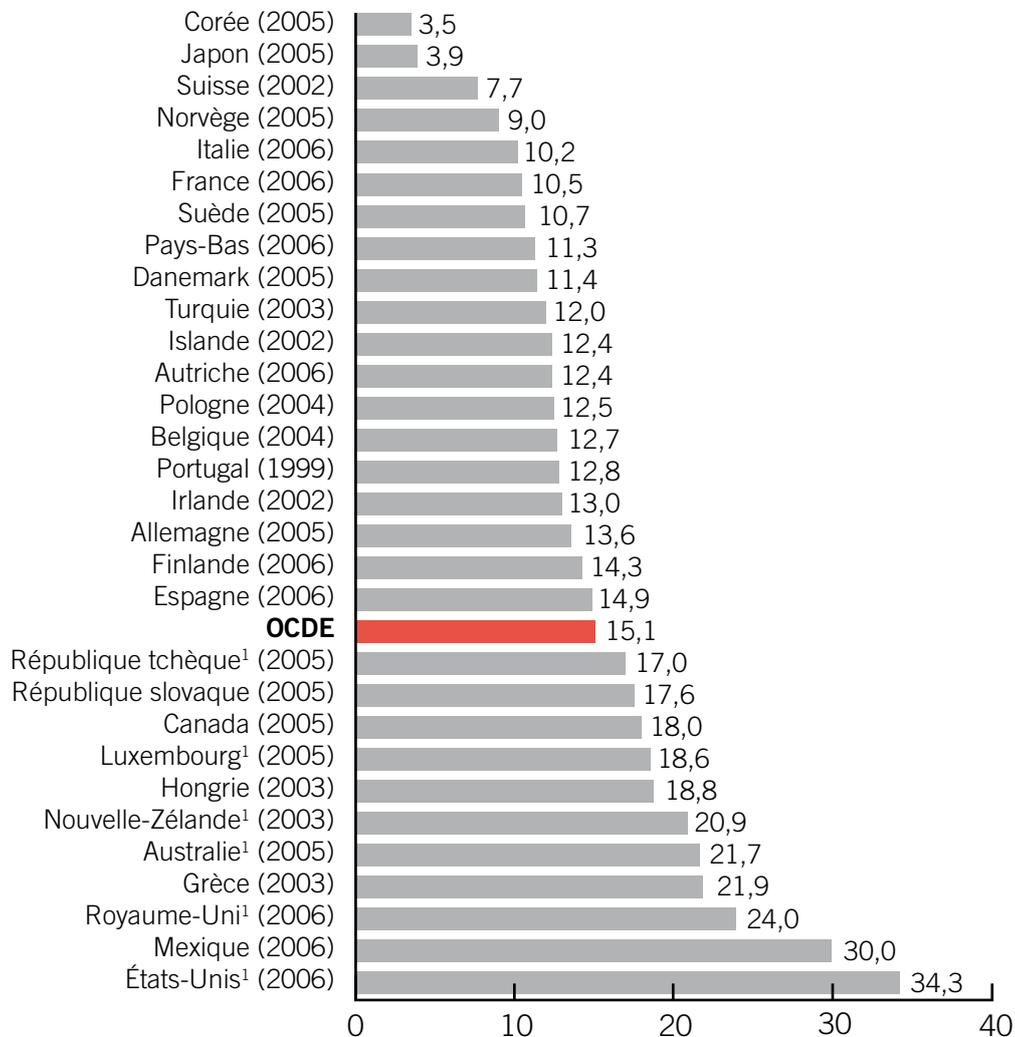
2007. Introduction de messages sanitaires dans les publicités pour « *des boissons avec ajouts de sucre, de sel ou d'édulcorant de synthèse et des produits alimentaires manufacturés* ».

août 2008. L'inspection générale des affaires sociales et l'inspection générale des finances préconisent un alourdissement de la « fiscalité nutritionnelle », très vite surnommé « taxe obésité ». Très controversée, cette mesure n'a pas abouti.

Mai 2010. Lancement d'un plan triennal piloté par le Pr. Arnaud Basdevant, dont l'objectif est de donner une nouvelle impulsion à la lutte contre l'obésité. Parmi les actions programmées : amélioration de l'alimentation scolaire et de l'activité physique à l'école, dépistage de l'obésité chez les plus jeunes.

1 - Source : <http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/NotedeVeilleCAS166.pdf>

► Pourcentage de la population adulte ayant un IMC > 30



1. For Australia, the Czech Republic (2005), Luxembourg, New Zealand, the United Kingdom and the United States, figures are based on health examination surveys, rather than health interview surveys.

Source : OCDE (2008) <http://dx.doi.org/10.1787/550600403726>

► PROBLÉMATIQUE**Obésité : les dessous de l'épidémie**

Que l'on parle d'obésité, et c'est la démesure. Chiffres à l'appui, on ne cesse de nous rappeler que cette « épidémie » progresse à grands pas. Certes, au regard des pathologies associées à l'obésité, comme l'accroissement de la prévalence de cette dernière, notamment chez les jeunes, la situation est préoccupante.

Mais en la matière, plusieurs idées sont à pondérer. Tout d'abord, la progression de l'obésité semble marquer le pas aux États-Unis comme en Grande-Bretagne et, parallèlement, fortement progresser dans les pays en voie de développement. En France, la situation n'est pas, en tout point, comparable à celle d'Outre-Atlantique. Si le nombre de personnes obèses continue de croître, on ne peut pas affirmer pour autant que les Français connaîtront le même sort que les Américains, du fait des grandes disparités des représentations et des modèles.

Enfin, si la recherche progresse dans la compréhension des mécanismes impliqués dans l'obésité, de nombreuses zones d'ombres subsistent. Et, exception faite d'un régime alimentaire équilibré et d'une bonne hygiène de vie (activité physique), il n'existe pas d'autres traitements efficaces sur le long terme.

► L'obésité en France, aux États-Unis, ou dans les pays en développement : des contextes différents***Quand l'obésité régresse...***

Aux États-Unis comme en Grande-Bretagne, la progression de l'obésité s'essouffle et stagne, déjouant ainsi les perspectives les plus alarmistes. La principale cause de ce retournement de tendance est d'ordre culturel, les gens s'intéressant de plus en plus à leur alimentation en termes de santé. « *Quand l'obésité régresse...* », revue de presse du 13 janvier 2006.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1624

Deux expertises sur la fréquence de l'obésité en France en apparence contradictoires

L'enquête Mona Lisa menée auprès de 4800 personnes résidant en Haute-Garonne, dans le Bas-Rhin et la région de Lille, de 2005 à 2007 montre notamment « *une évolution préoccupante* » de la prise de poids, en particulier, dans la tranche d'âge des 35-74 ans : « *67 % des hommes et 50 % des femmes présentent une surcharge pondérale ou une obésité* ». La fréquence de l'obésité seule serait de 20 % chez les hommes comme chez les femmes. Des chiffres totalement contredits par l'enquête Obépi-Roche selon laquelle la moyenne nationale ne dépasse pas les 13 %. Les contradictions d'expertises sont fréquentes. Les raisons qui expliquent une telle différence entre les résultats de ces deux études : l'une porte sur trois régions, l'autre est nationale et insiste justement sur les fortes disparités régionales. Cette revue de presse « *Obésité : les Français grossissent et les graisses résistent* » de juin 2008 est suivie d'une réaction de Max Lafontan, chercheur de l'Inserm.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2437

Les multiples facettes de la malnutrition : quand l'obésité touche aussi les pays en voie de développement

Dans cette conférence donnée en août 2009, Yves Martin-Prével, épidémiologiste et nutritionniste, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), rappelle qu'il existe plusieurs malnutritions. Si la sous-nutrition est l'un des enjeux majeurs qui se posent aux pays en voie de développement, un autre mal se fait jour, aux perspectives tout aussi préoccupantes : l'obésité. La prévalence de celle-ci augmente ainsi fortement dans les pays en voie de développement. Avec cet écueil : on peut être obèse et pour autant carencé en certains nutriments. « *Malnutrition dans le monde : un mal aux multiples facettes* », document PDF de 8 pages.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2704

France, États-Unis : deux conceptions différentes du bien manger

Lorsqu'il est question d'obésité, on a tendance à dire que la France rattrapera un jour les États-Unis. Pourtant, l'hexagone reste l'un des pays développés où la prévalence de cette dernière reste la plus faible. Pour Estelle Masson, maître de conférence en psychologie sociale à l'Université de Brest, l'explication tient notamment dans les différences culturelles dans la définition du bien manger. Pour les Anglo-saxons, il s'agit avant tout de respecter un certain nombre de principes nutritionnels. Une gestion individuelle du rapport à l'alimentation qui contraste avec les dimensions de partage et de convivialité mises en avant, tout particulièrement par les Français. Or ces dernières agissent comme des régulateurs de la prise alimentaire : manger ensemble, c'est se soumettre au regard des autres ; par leur seule présence, ceux-ci exercent un contrôle social sur le contenu des prises alimentaires. « *Comment les Français résistent-ils à l'obésité?* », une interview réalisée en mars 2008.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2422

► Quels remèdes possibles?***Controverses : la pilule Alli, un traitement efficace?***

L'autorisation de la commercialisation sans ordonnance de la pilule Alli a donné lieu à plusieurs controverses sur son efficacité. Pour le spécialiste français de l'obésité Max Lafontan, il n'existe aucune pilule magique dans le traitement de l'obésité. Restriction calorique, contrôle de la taille et de la qualité des repas, et activité physique restent des procédures incontournables.

Accéder à la réaction de Max Lafontan - « *Obésité : le tapage autour de la pilule Alli me paraît être un non événement* » :

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2596

► Si on ne devait en lire qu'un...***Pourra-t-on nous protéger de l'obésité? Avancées et limites des recherches***

Dans cette conférence donnée en 2004, Max Lafontan, directeur de recherches à l'Inserm, à l'Unité de recherche sur les obésités (Inserm-UPS 586), revient sur les causes de l'obésité et ses conséquences d'un point de vue médical. Détaillant les risques associés à l'obésité, le chercheur pointe aussi, par ailleurs, les zones d'ombre qui subsistent.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1267

 **PROBLÉMATIQUE**

Quand le gras et le gros deviennent hors normes

Comme dans toute action sanitaire, la lutte contre l'obésité connaît aussi ses revers : le changement de perception du gras et, plus largement, du gros. Dans le premier cas, cette traque permanente du gras tend à faire oublier que les lipides jouent un rôle essentiel dans l'organisme.

Dans le second cas, on observe, depuis plusieurs années, un changement de la perception des corps obèses. Hier synonymes de sensualité chez les femmes, de pouvoir chez les hommes, les rondeurs ont désormais pris un tout autre sens. Dans une société où les corps doivent désormais être sveltes et musclés, l'excès de masse est non seulement considéré comme disgracieux, mais il est interprété comme un manque de maîtrise de soi.

Dans ce contexte, l'obèse n'est plus considéré uniquement comme une personne malade, mais aussi comme un individu incapable de se conformer aux normes sociétales. En somme, s'il est gros, c'est de sa faute... Hors normes la personne obèse est mise au banc de la société. Ce phénomène de stigmatisation suscite de nombreux débats.

► **Traque aux matières grasses : les risques du trop peu**

Les graisses aussi sont utiles à l'organisme

Si l'excès de gras est nocif pour la santé, la carence l'est tout autant. En janvier 2010, Béatrice de Reynal, nutritionniste, opérait une mise au point.

Le gras que nous mangeons va être stocké. Le gras que nous avons sur les fesses ou sur le ventre a une composition très proche des graisses que nous mangeons. Cela veut dire qu'il suffit de changer son alimentation pour changer sa composition corporelle et être en meilleure santé. Si des personnes sont un peu trop gourmandes et ont quelques kilos en trop, mieux vaut manger de bonnes matières grasses : elles seront peut-être un peu trop fortes, mais seront en bonne santé. Car l'important n'est pas d'être mince, mais d'être en bonne santé. Lire l'entretien : « *Et si on discutait le bout de gras ?* ». http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2792

► **De l'embonpoint à l'obésité : nouveaux regards sur les corps**

Obèse au risque de la morale

Le terme d'obèse n'a pas toujours désigné l'excès de masse grasse, loin de là. Une évolution sémantique qui illustre celle de notre rapport aux corps gros et que retrace cette chronique de Valérie Péan, Mission agrobiosciences : « *C'est donc au XX^e siècle seulement que l'on fit avaler aux gros le pavé des valeurs morales, l'indigeste des normes draconiennes de l'esthétique et le poids culpabilisant du surcoût financier qu'ils génèrent. Pas étonnant qu'ils se soient transformés en facteur à risques morbides. Mis à cette sauce-là, l'obèse, plus qu'une boursofflure des panses, souffre d'une inflation du sens.* » Lire la Chronique « *Obèse... lourd de sens* ».

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1135

Le « capital-santé » ou le dictat de la rentabilité

Le corps change de statut et devient désormais un capital qu'il convient d'entretenir ou de faire fructifier. Dans ce contexte, gare à ceux qui se verraient « taxés » de mauvais gestionnaires. Sous l'influence du marketing, notre corps est soumis au dictat de la rentabilité. Nous nous voyons conviés à tenir le plus grand cas de notre capital-souffle, à protéger le capital-soleil de notre peau, à entretenir notre capital nutritionnel, à préserver même notre capital-cheveux. Au rythme où vont les choses, la vie à crédit pourrait bien être stigmatisée comme le péché mortel. Une chronique de juin 2008.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2428

Les corps sont soumis à de multiples injonctions normatives

Quels sont les effets de la multiplication des injonctions normatives, injonctions justifiées par la lutte contre l'obésité? Patrick Denoux, professeur de psychologie interculturelle à l'université de Picardie Jules Verne (Amiens), signale qu'il n'y a pas que l'obésité et l'anorexie, mais aussi la peur de vieillir. Le corps jeune, le jeunisme... Il n'y a donc pas que le poids, il y a aussi un regard sur le corps qui se décrépite. Le problème n'est pas de savoir si ce modèle est vrai – la décroissance, la décrépitude, la dérégulation –, mais de prendre conscience qu'il s'agit d'un modèle, parmi d'autres. Le corps se transforme mais on vous amène à penser cette transformation comme une dégradation. Et ceci pour servir une économie de marché qui n'est plus à décrire... Lire l'entretien :

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2163

► **La stigmatisation par les exemples**

L'apparente « décomplexion » des Américains obèses

En Amérique, plus qu'ailleurs, chacun revendique le droit à la différence. Et assume sa singularité. S'il existe des hôtels conçus pour les obèses, on se dit alors, dans cette perspective, que ces derniers viennent y chercher un certain confort. Mais lorsque toute la clientèle y est obèse, une question surgit : « *Pourquoi éprouvent-ils le besoin de se retrouver?* ». C'est ce que se demande Bertil Sylvander, sociologue, dans cette chronique « *Demain les monstres* ». 14 janvier 2008.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2289

Les obèses ne sont pas les bienvenus partout : l'exemple des parcs de loisirs

L'obésité qui frappe les États-Unis pose un problème aux parcs d'attraction car ils ont été conçus à une époque où le poids moyen des hommes était de 80 kilos et celui des femmes de 61 kilos. En moins de quarante ans les deux sexes ont pris douze kilos de plus. Désormais, les personnes obèses sont invitées à s'asseoir dans des « *test seat* » pour s'assurer qu'elles ne sont pas trop grosses pour prendre place dans certaines attractions. Revue de presse du 22 novembre 2007.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2233

Quand l'obésité devient une charge... environnementale

Les personnes obèses auraient un bilan carbone – la quantité de gaz à effet de serre émise par chaque individu – supérieur aux personnes qui ne le sont pas. Pour l'anthropologue, Annie Hubert : « *Dire que l'environnement "participe" aux comportements menant à l'obésité, oui. Nous sommes ici dans une lecture inverse. (...) On a déjà stigmatisé les obèses en les déclarant malades, puis incapables de se gérer, maintenant ils seraient responsables du réchauffement climatique? Il y a là quelque chose de grotesque* ». Une revue de presse suivie de la réaction de l'anthropologue Annie Hubert. 23 avril 2009

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2650

La réaction d'Annie Hubert : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2651

► **Si on ne devait en lire qu'un...**

Les raisons de la stigmatisation des obèses

Pression normative, esthétique et médicale, le sociologue français de l'alimentation Jean-Pierre Poulain évoque les tensions en jeu et bat en brèche quelques idées reçues. Il y a beaucoup de souffrance du côté des gens qui sont frappés ou touchés par la question de l'obésité. S'il y a un front sur lequel il faut travailler, c'est la lutte contre la stigmatisation. Un certain nombre de personnes font des régimes. Mais pour certains d'entre eux, entamer un régime restrictif, c'est entrer dans un cycle infernal, le fameux effet « yo-yo », conduisant dans certains cas à l'obésité. À l'origine de ce processus, il y a cette intensité du désir de maigrir dans une société qui a exacerbé les modèles en tirant l'esthétique corporelle vers le plus maigre. Lire l'entretien « *L'obésité sous pressions* » réalisé en juin 2010.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2896

► PROBLÉMATIQUE

Politiques nutritionnelles : perspectives, débats et controverses

Depuis le début des années 2000, la lutte contre l'obésité est devenue un enjeu majeur de santé publique. Fait marquant de cette décennie, la création du Programme National Nutrition et Santé (PNNS), dont l'un des objectifs est de réduire la prévalence de l'obésité en France. Dans ce cadre, plusieurs actions ont été engagées : campagnes d'informations nutritionnelles, suppression des distributeurs de sucreries dans les écoles, apparition de messages nutritionnels sur certaines publicités. En dépit de celles-ci, le nombre d'obèses continue de croître ce qui pose la question de l'efficacité des mesures adoptées. En outre, des voix s'élèvent pour alerter sur les effets indésirables des actions mises en œuvre, qui non seulement tendent à renforcer le processus de stigmatisation des obèses mais engendrent par ailleurs des comportements déviants, à l'instar de l'orthorexie. Dans ce contexte, de nombreux chercheurs en sciences humaines plaident pour une éducation alimentaire basée sur le plaisir de manger et sur la reconnaissance des cultures alimentaires. Celles-là même qui expliquent que la prévalence de l'obésité en France est moindre que dans d'autres pays.

► Des actions efficaces ?

Taxer les produits trop gras, trop sucrés, trop salés : des solutions dans l'impasse

C'est l'une des pistes explorées pour réduire les apports caloriques et ainsi lutter contre l'obésité : instaurer une taxe sur les produits jugés trop gras, trop sucrés, ou trop salés. Ces mesures préconisées en 2008 ont fait l'objet de vives discussions.

Juillet 2008, l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) et l'Inspection Générale des Finances (IGF) remettent un rapport sur la mise en place de dispositifs fiscaux « nutritionnels » qui ouvre plusieurs pistes : une taxe spécifique sur les boissons sucrées ; une TVA à 19,60 % au lieu des 5,5 % actuels pour les produits « *trop gras, trop sucrés, qui ne sont pas de stricte nécessité* » ; une hausse de la TVA sur les produits de grignotage. Problème : ce serait « *les populations les plus défavorisées, qui se nourrissent le moins bien, qui pourraient être le plus fortement touchées par ces taxes* ». Remis alors que surgit la grave crise économique que nous connaissons encore, ce rapport est sans suite pour cause d'alourdissement fiscal impossible à mettre en œuvre dans ce nouveau contexte. Lire la revue de presse de Août 2008, « *Impôt obésité : la taxe retoquée* » : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2465.

Taxes nutritionnelles : des mesures controversées

Septembre 2008, la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale présente près de 80 propositions. Parmi les mesures envisagées : une modulation des taxes sur les produits alimentaires. Exemple : « *augmenter la TVA sur les barres chocolatées et la faire baisser sur d'autres, comme les fruits et légumes* ». L'objectif de cette mesure serait double. D'un côté, par une augmentation des prix, on dissuade le consommateur d'acheter ces produits, de l'autre, la taxe viendrait « *renflouer les caisses de la sécu* ».

Au cœur de cette controverse, le sociologue de l'alimentation Jean-Pierre Corbeau, face à cette « fiscalité nutritionnelle », parle d'une évolution à l'Américaine et d'une altération de la culture alimentaire et de nos identités.

Lire la revue de presse du 30 Septembre 2008 « *Plus de TVA sur les produits trop gras, trop sucrés, trop salés : le retour de la "taxe obésité"* » :

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2498

Lire la réaction de Jean-Pierre Corbeau « *Taxe malbouffe. Vers un désenchantement de l'alimentation plaisir* » : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2502

La suppression des confiseries suscite les critiques dans les médias

La suppression des distributeurs automatiques de boissons et de confiseries dans les établissements scolaires qui avait constitué la grande nouveauté de la rentrée scolaire en France en 2006 a suscité des interrogations dans la presse. Le Monde estime que « l'époque n'est pas très douce avec la douceur » et s'agace de « cette marche un peu forcée vers le bien-être général ». L'historien Gilles Dial, dans Libération, relève cette « étrange époque qui, dans le même temps, parle de légaliser les drogues douces et d'interdire les cigarettes en chocolat... ». Les Echos soulèvent « le contraste entre la complexité des enjeux sanitaires et la brutale simplicité des solutions préconisées ».

Lire la revue de presse : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1516

Les enfants face aux messages sanitaires dans les publicités

Les messages sanitaires dans les publicités ont-ils l'impact escompté? Notamment auprès des plus jeunes. Ces messages sanitaires sont-ils efficaces auprès d'eux? Olivier Andrault, de l'UFC-Que Choisir est sceptique. Il prône l'interdiction des publicités alimentaires d'aliments très gras, salés et sucrés aux heures de grande écoute des enfants, en rappelant des études françaises et anglaises démontrant leur influence. Il signale les restrictions menées en Suède, au Luxembourg, en Belgique et en Italie où le jeune enfant ne doit pas être considéré comme un consommateur, mais comme un être qu'il faut protéger car il n'a pas encore acquis les capacités cognitives qui lui permettent de distinguer clairement la nature commerciale des messages publicitaires.

Lire l'entretien complet : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2281

► Les effets indésirables des politiques nutritionnelles**Quand l'obsession de l'aliment sain se transforme en névrose grave. Son nom : l'orthorexie**

Dans une conférence donnée en 2004 dans le cadre d'une séance décentralisée du Conseil National de l'Alimentation (CNA), Patrick Denoux, professeur en psychologie interculturelle à l'université d'Amiens invitait à s'interroger sur les valeurs portées par les politiques nutritionnelles, au premier rang desquelles l'hygiénisme et le manger sain. Parmi les comportements induits par celles-ci, l'orthorexie, l'addiction à la nourriture saine, est devenue une nouvelle obsession sociétale et individuelle. L'emploi du temps d'un individu orthorexique est consacré à l'organisation, la recherche, la sélection et la consommation de nourriture. Un tel carcan conduit inévitablement à une restriction considérable de la socialité, l'obligeant pour chaque invitation à se déplacer muni d'un vademecum alimentaire réduisant sa vie à un menu. Dans cette conférence célèbre donnée devant un public de responsables nationaux des politiques sanitaires et alimentaires, Patrick Denoux, signale que le comportement orthorexique concentre la majeure partie des interrogations posées aux politiques nutritionnelles en matière de psychisme et de culture. Lire la Conférence : « *Nouvelles obsessions alimentaires : "L'orthorexie, une névrose culturelle?"* ».

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1260

► De l'information nutritionnelle à l'éducation alimentaire**Comment penser une politique publique alimentaire qui ne soit ni anxigène, ni stigmatisante ?**

Dans un entretien intitulé « *L'éducation alimentaire est une forme d'humanisme!* » le sociologue de l'alimentation Jean-Pierre Corbeau (université de Tours) plaide pour une éducation alimentaire basée sur l'apprentissage du goût et du plaisir. À ses yeux, les seules injonctions sanitaires ne sauraient nourrir les politiques publiques. Ce sont les cultures alimentaires qui donnent du sens et des sens, au mangeur, au consommateur et au citoyen européen.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2413

► **Si on ne devait en lire qu'un...**

Elles ont des bienfaits avérés mais aussi des carences.

Quels sont les excès des politiques mises en place pour lutter contre l'obésité?

En 2006, un débat (La Conversation) faisait le point sur les effets indésirables de celles-ci qui tendent à stigmatiser le « gros », et identifiait quelques pistes à creuser : l'éducation certes, mais aussi la lutte contre la pauvreté pour que tout un chacun, quels que soient ses revenus, puisse avoir accès aux aliments identifiés comme nutritionnellement corrects. Lire le dossier complet sur ce débat : Obésité...

« *Les politiques nutritionnelles en balance : des bienfaits aux excès.* »

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1816

POUR ALLER PLUS LOIN

Sur le site du ministère de l'Agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité, et de l'aménagement du territoire

Fondamentaux: nutrition et consommation de fruits

On le sait, accroître la consommation de fruits et légumes, notamment chez les plus jeunes est l'un des leviers d'action mis en place par le Programme National Nutrition et Santé (PNNS) pour lutter contre l'augmentation de la prévalence de l'obésité. Pour mieux saisir les facteurs influençant les comportements alimentaires, le Ministère en charge de l'agriculture (MAAPRAT) a commandé une expertise à l'Inra. Cette page vous permet d'accéder aux résultats de cette vaste enquête, comme aux dernières enquêtes de consommation. Février 2009.

<http://agriculture.gouv.fr/fondamentaux-nutrition-et>

Parallèlement, le MAAPRAT a lancé en 2008 le programme « *Un fruit pour la récré* ». Ce programme, co-financé par l'Union européenne, permet d'organiser dans les communes participantes des distributions de fruits aux élèves du primaire et du secondaire, afin de lutter contre l'injustice alimentaire, et pour leur redonner le goût de manger mieux.

<http://agriculture.gouv.fr/accueil>

« Le goût n'est pas la cerise sur le gâteau de la santé »

Le psychiatre Gérard Apfeldorfer le dit haut et fort : « *Le goût n'est pas la cerise sur le gâteau de la santé ! Il faut arrêter de dire : c'est bon pour la santé et en plus, c'est bon au goût. Car c'est justement l'inverse : si ça nous fait plaisir cela nous réussira aussi sur le plan de la santé.* ». Pour lui, évacuer la dimension plaisir de l'acte alimentaire, conduit *in fine* à développer un comportement de restriction, lequel génère anxiété et culpabilité. Une pente glissante souvent contreproductive car pouvant aboutir à des troubles du comportement alimentaire. Octobre 2007.

<http://agriculture.gouv.fr/le-gout-n-est-pas-la-cerise-sur-le>

Évaluation du Programme National Nutrition et Santé (PNNS) 2006-2010

Cette évaluation du PNNS 2 (2006-2010) souligne les avancées du programme national « nutrition-santé ». Il note également ses insuffisances au regard des enjeux de santé publique, notamment la gouvernance et l'organisation mais aussi le faible engagement dans la lutte contre l'obésité et la dénutrition. Des recommandations sont développées autour de deux scénarii possibles. Février 2010.

<http://agriculture.gouv.fr/evaluation-du-programme-national>

Les avis du Conseil National de l'Alimentation (CNA) sur l'obésité, l'éducation alimentaire et l'information nutritionnelle

Être en prise directe avec la société et faire évoluer la politique alimentaire. C'est ainsi que l'on peut résumer le rôle du CNA qui réunit tous les acteurs de la chaîne alimentaire. Cette instance consultative placée auprès des ministres en charge de l'alimentation, de la santé et de la consommation, débat des questions liées à l'alimentation et formule des propositions d'orientations et d'actions en matière de politique alimentaire. Sur les questions de l'obésité comme des politiques d'éducation alimentaire et d'information nutritionnelle, on peut notamment consulter : « *L'avis n° 64 sur l'éducation alimentaire, la publicité alimentaire, l'information nutritionnelle et l'évolution des comportements alimentaires (16/04/2009)* » ; « *L'avis n° 55 sur les propositions de mesures pratiques pour la mise en œuvre d'une Stratégie nationale de prévention de l'obésité infantile* » ; « *L'avis n° 54 sur la prévention de l'obésité infantile* ».

Accéder à tous les avis : <http://agriculture.gouv.fr/le-conseil-national-de-l>

La consommation alimentaire à l'épreuve de la crise

La crise de 2008 a modifié la consommation alimentaire des Français. Accroissement de la fréquence des hard discount, évincement de certains produits jugés trop chers en sont quelques exemples. Dans ce contexte, cette note s'interroge sur la possible persistance de ces tendances et, face à leur probable confirmation, pose la question du risque d'accroissement des inégalités alimentaires et de ses conséquences sanitaires – notamment l'augmentation de l'obésité.

Analyse n° 10 - juillet 2009. <http://agriculture.gouv.fr/analyse-no-10-juillet-2009-la>

Stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité

Ce livre blanc, élaboré par la Commission européenne, vise « à définir une approche européenne intégrée qui permette de réduire les problèmes de santé dus à la mauvaise nutrition, à la surcharge pondérale et à l'obésité. » Il fait état des actions à développer.

http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/strat%C3%A9gie_europ%C3%A9enne_nutrition.pdf

Lire aussi les publications « obésité » sur le portail « Alimentation » du Ministère en charge l'agriculture <http://alimentation.gouv.fr/spip.php?page=recherche&recherche=ob%C3%A9sit%C3%A9&lang=fr>

« Réflexe Ados-Santé » un film créé par des lycéens du lycée agricole d'Abbeville

Pour sensibiliser les jeunes sur le risque d'obésité, ce film aborde la nécessité d'une alimentation équilibrée et d'une activité physique pour lutter contre l'obésité. DVD en trois épisodes: « Qu'est-ce qu'on grignote? »; « Qu'est-ce qu'on mange? »; « Comment on s'bouge? » Tourné au Lycée Agricole de la Baie de Somme. Primé à FILMED (2006), ce film pédagogique peut servir de support à des formations, des forums ou des journées grand public sur « une bonne hygiène de vie ».

http://www.educapic.com/pole_abbeville_docs_public.html#1000052a7

Aux Éditions Educagri

► À lire

Histoire de l'alimentation quels enjeux pour la formation ? Sous la direction de Julia Csergo, Educagri éditions/Institut européen de l'histoire de l'alimentation, 2004. 200 pages. 22€.

Pourquoi et comment enseigner l'histoire de l'alimentation dans les formations secondaires et supérieures, initiales et continues, que ce soit du point de vue de l'enseignement général, de l'enseignement agricole et agroalimentaire ou de l'enseignement hôtelier ? Quelle serait la pertinence d'une approche historique des questions de l'alimentation dans l'ensemble des filières ? Enfin, quelle est l'offre d'histoire en ce domaine ?

Le mangeur du XXI^e siècle. Colloque international de Dijon, Educagri éditions, 2003. 346 pages. 27€. Les récentes alertes concernant la nourriture – listériose, maladie de la vache folle, OGM – et les peurs parfois fantasmées qu'elles ont fait naître viennent de nous rappeler la place primordiale de l'alimentation, aussi bien dans les pratiques quotidiennes que dans l'imaginaire et tout ce qui est lié à évolution, les modes de préparation des mets, les rites et les manières de table...

► À visionner

L'alimentation : un enjeu de société ? 2^e Rassemblement 500 jeunes Européens. DVD édité par Legta Bel Air/Educagri éditions, 2007. 13 mn. Niveau BTS.

Initié par l'association France Europea et le lycée agricole Bel Air, en partenariat avec huit autres établissements des régions Pays de la Loire et Poitou-Charentes, le 2^e Rassemblement de 500 jeunes Européens du 22 au 23 mars 2007 à Fontenay-le-Comte a permis à 250 jeunes Français d'échanger avec 250 autres jeunes de divers pays de l'Union européenne sur le thème : « l'alimentation : un enjeu de société ? ». Aborder collectivement la question de l'alimentation autour des notions de santé, de solidarité, de qualité et d'environnement a été le défi de ces deux journées. Les échanges, gustatifs, sportifs et musicaux – autant d'éléments constructeurs d'une citoyenneté européenne – ont contribué à faire de cette rencontre un moment de partage et de fête qui lui ont valu le label « *tous différents, tous égaux* ».

Qu'est-ce qu'on mange ? DVD édité par Educagri éditions, 2007. 13 mn. Tous niveaux.

Au cours d'un repas de famille et de fête, l'un des invités, le professeur, met à profit l'observation du comportement des convives, de leurs conversations et de la nourriture proposée pour délivrer des éléments de connaissances dans les divers domaines concernant l'alimentation. Le Professeur aborde ainsi dix-huit sujets, inspirés des questions traitées dans les six modules du Cours supérieur d'alimentation et de nutrition humaines mis en place par le ministère en charge de l'agriculture et l'INA P-G à destination de l'enseignement agricole. Ces dix-huit séquences de 4 minutes sont rassemblées en six films de 13 minutes qui constituent la série « *Qu'est-ce qu'on mange ?* ».

► À parcourir

Alimentation et nutrition humaines. DVD-Rom, Educagri éditions, 2007.

Cette série de six DVD-Rom regroupe l'intégralité du Cours supérieur « Alimentation et nutrition humaines » organisé par la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) et l'AgroParisTech en 2006 pour les formateurs et les enseignants de l'enseignement agricole technique. Chaque DVD-Rom constitue les actes vidéo de chaque session, et s'accompagne des présentations écrites des intervenants. Dans cette collection, citons notamment « *Consommation et consommateurs : anthropologie et sociologie de l'alimentation* » et « *Aliment, nutrition et santé publique* ».

Autres références

► À lire

Sociologie de l'obésité. Jean-Pierre Poulain. Presses Universitaires de France, 2009. 360 pages. 28€. Jean-Pierre Poulain, l'un des spécialistes français de la sociologie de l'alimentation, bouscule ici les idées reçues, revenant sur un certain nombre de discours, de faits et de chiffres, pour nous révéler un envers du décor. L'obésité, parce qu'elle n'affecte pas avec la même intensité les différentes couches de la société, mais aussi parce que les personnes obèses souffrent du regard et des condamnations qui pèsent sur elles, est un véritable problème social.

Les Métamorphoses du gras. Histoire de l'obésité, Georges Vigarello, Ed. Seuil, 2010. 362 pages, 21€. Des gros en majesté, des gloutons méprisés jusqu'à la stigmatisation récente de l'obésité, la perception du gras n'a cessé d'évoluer : à l'origine symbole d'opulence, de puissance et de prestige, l'embonpoint est ensuite perçu comme un signe de relâchement autant physique que moral, et la société condamne aujourd'hui ce qui apparaît comme un échec inacceptable de la volonté. Le corps humain abrite et reflète les tensions sociales qui opposent pauvres et nantis, puissants et dominés, hommes et femmes... et tend à la société un miroir où forme(s) et poids se révèlent des repères essentiels de la civilisation occidentale. Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Georges Vigarello a notamment publié, au Seuil, *l'Histoire de la beauté* (2004) qui a connu un immense succès. Il est également co-directeur de *l'Histoire du corps* en trois volumes (Seuil, 2005-2006).

Corps de femmes sous influence. Sous la direction scientifique d'Annie Hubert. Cahier de l'OCHA n° 10, 2003. 141 pages.

Cet ouvrage se propose d'ouvrir la « réflexion sur le rapport au corps et à la création comme la mise en place de normes, qu'elles soient nutritionnelles ou esthétiques ». Plus précisément sur la manière dont celles-ci s'exercent sur la population, tout particulièrement les femmes. Dans un contexte où il devient parfois difficile voire impossible de se fondre dans le moule dessiné par ces normes, cet ouvrage, qui réunit les plus grands spécialistes en la matière, tels que le sociologue Jean-Pierre Corbeau ou le professeur de nutrition Arnaud Basdevant, décrypte les effets délétères de cette surnormalisation des corps. La plupart des articles sont accessibles en ligne :

<http://www.lemangeur-ocha.com/dossiers/detail/auteur-texte/0/corps-de-femmes-sous-influence-questionner-les-normes-symposium-de-locha-novembre-2003/disp/>

L'Obésité pèse sur les dépenses de santé.

Selon la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale la prise en charge de l'obésité coûte 10 à 15 milliards d'euros par an à la Sécurité sociale. Ce « coût de l'obésité » représenterait 7 à 8 % des dépenses de santé. Or, selon le rapport de la Mission parlementaire, sans véritable politique de prévention, près d'un français sur trois pourrait être obèse en 2020, portant à 14 % le pourcentage des dépenses de santé liées à l'obésité. Lire le Rapport d'information déposé par la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales en conclusion des travaux de la mission sur la prévention de l'obésité :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000649/index.shtml>

Enquête épidémiologique nationale sur le surpoids et l'obésité. Obépi Roche 2009, 56 pages.

Ce document, nourri de nombreux graphiques et tableaux, détaille les derniers résultats de l'enquête Obépi. Rappelons que cette dernière a pour objectif de mieux connaître la prévalence de l'obésité en France. Celle réalisée en 2009 était la cinquième du genre. Toutes les données ainsi recueillies permettent d'avoir une estimation de la prévalence du surpoids et de l'obésité chez l'adulte en France de manière globale mais également par région.

http://www.roche.fr/gear/newcontents/servlet/staticfilesServlet?type=data&communityId=re719001&id=static/attachedfile/re7300002/re72700003/AttachedFile_10101.pdf

L'obésité en France : les écarts entre catégories sociales s'accroissent. Thibaut de Saint Pol, division Conditions de vie des ménages, Insee 2007.

Cette enquête de l'Insee met clairement en évidence à la fois les disparités régionales mais aussi sociales de la prévalence de l'obésité. Elle révèle par exemple que « *les différences géographiques se sont renforcées entre le Nord et l'Est, où la prévalence de l'obésité est la plus forte, et l'Île-de-France et la zone méditerranéenne, où elle est la plus faible. De même, l'écart entre les catégories socio-professionnelles s'est fortement accru : l'obésité augmente beaucoup plus vite depuis 1992 chez les agriculteurs ou les ouvriers que chez les cadres et professions intellectuelles supérieures.* »

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1123

Lutte contre l'obésité : repenser les stratégies préventives en matière d'information et d'éducation.

Note de veille n°166 du Centre d'analyse stratégique, mars 2010.

En seulement 9 pages, ce document offre une remarquable synthèse des enjeux que soulèvent les stratégies de prévention en matière de lutte contre l'obésité. D'un côté, les données prospectives laissent présager un accroissement du nombre d'obèses en France. De l'autre, « *les stratégies préventives en matière d'information et d'éducation gagneraient à être améliorées* ».

<http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/NotedeVeilleCAS166.pdf>

L'organisation de la recherche et ses perspectives en matière de prévention et de traitement de l'obésité.

Ce rapport d'information conduit par Brigitte Bout, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, détaille tout autant les dernières connaissances scientifiques sur l'obésité que les limites des traitements actuels, les pistes de recherches pour demain ou encore les actions à mettre en place, notamment en matière de réduction des inégalités sociales.

Rapport d'information n° 158 (2010-2011) déposé le 8 décembre 2010. 267 pages.

<http://www.senat.fr/rap/r10-158/r10-158.html>

Prise en charge de l'Obésité en France : deux études de l'Assurance Maladie.

Citons notamment la question du coût de l'obésité : « La dépense remboursable moyenne annuelle de soins de ville des personnes obèses tout âge confondu est supérieure de 56 % à celle des personnes de poids normal, mais ce pourcentage est lié à l'effet âge (en effet les personnes de 50-59 ans sont majoritaires chez les obèses). En réalité, à âge comparable, les dépenses des personnes obèses sont supérieures de 27 % à celles des personnes de poids normal. »

<http://www.helioscopie.fr/pdf/CNAM%2008%2006%2005.pdf>

► À visionner

L'obésité de l'adulte, Conférence de Michèle Guerre-Millo, et d'Arnaud Basdevant. Canal-U, 25 mn.

Cette conférence donnée en 2002, dresse un panorama mondial de l'obésité. Alors que la dénutrition et la malnutrition représentaient les seuls problèmes nutritionnels d'envergure au plan mondial, l'obésité devient aussi une préoccupation dominante. Il existe de grandes variabilités de prévalence selon les continents, les pays, les régions, les populations. La prévalence de l'obésité dépasse 50 % dans certaines populations originaires du Pacifique. Aux USA, on estime qu'un individu sur 3 est obèse, en Grande-Bretagne, 1 sur 5. La France et les Pays-Bas sont en Europe les pays les moins affectés.

Accéder à la vidéo :

http://www.canal-u.tv/producteurs/biotv/dossier_programmes/les_grandes_pathologies_du_xxie_siecle/l_obesite/l_obesite_de_l_adulte

► À visiter

Le site du Ministère du travail, de l'emploi et de la Santé

Pour accéder aux rapports, notes, synthèses, études et résultat publiés sur l'obésité par le Ministère en charge de la santé : <http://www.sante.gouv.fr/spip.php?page=recherche&recherche=Ob%C3%A9sité%C3%A9&ok.x=0&ok.y=0>

Le site de l'Inserm, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale

Le site de l'Inserm est riche de publications sur l'obésité, certaines étant accessibles à tous les publics, d'autres étant plus spécialisées. On peut notamment consulter le dossier « Obésité » ou se reporter, pour aller encore plus loin, au moteur de recherche de ce site.

<http://www.inserm.fr/thematiques/circulation-metabolisme-nutrition/dossiers-d-information/obesite>

Le site du PNNS, le Programme National Nutrition Santé

L'Obésité sur le site du Programme National Nutrition Santé (PNNS) dont l'objectif général est l'amélioration de l'état de santé de l'ensemble de la population en agissant sur l'un de ses déterminants majeurs: la nutrition. En 2006 a été lancé pour 5 ans le PNNS 2 (2006-2010). Courant 2011, une troisième version du PNNS verra le jour, pour les années 2011-2015. Ses objectifs et sa stratégie seront élaborés en étroite collaboration avec le « Plan obésité », lancé en 2010.

<http://www.mangerbouger.fr/recherche.html?recherche=ob%C3%A9sité%C3%A9>

Le programme EPODE: une expérience de « terrain » pour la prévention de l'obésité

Le programme EPODE est un programme de lutte contre l'obésité des 5-12, qui impliquent 226 municipalités. Développement de l'activité physique, amélioration de l'offre alimentaire, actions centrées sur « le plaisir de manger et de bien bouger », ces villes s'attachent à proposer des actions concrètes aux enfants: ateliers sur le poisson, mise en place de « salad'bars » en libre service à la cantine, aménagements des cours de récréation avec des structures sportives ludiques, etc. Ce programme est soutenu depuis ses débuts par le ministère en charge de l'agriculture.

<http://www.epode.org/>

Le site du GROS, le Groupe de Réflexion sur l'Obésité et le Surpoids

Ce groupe de réflexion regroupe des thérapeutes de toutes les écoles et de toutes les formations (médecins généralistes et spécialistes, psychologues, diététiciens, paramédicaux) ayant à prendre en charge des personnes en difficulté avec leur poids et leur comportement alimentaire. Un site de réflexion, d'échanges et de formation. <http://www.gros.org/accueil/index.php>

Le site de l'IFN, l'Institut français de la nutrition

L'IFN a pour objectif de favoriser la concertation entre les milieux scientifiques et les professionnels de la chaîne agro-alimentaire à l'occasion des questions intéressant la nutrition et l'alimentation.

<http://www.ifn.asso.fr/>

Le site de l'INPES, l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé

Parmi ses nombreuses actions, l'INPES comporte un volet dédié à la nutrition. Et à ce titre, on trouve sur son site plusieurs documents utiles qui abordent la question de l'obésité, tout particulièrement chez les jeunes. On peut notamment consulter la revue « Santé de l'homme » dont la plupart des numéros sont accessibles en ligne.

<http://www.inpes.sante.fr/>

Sur le site de la Commission Européenne

Pour tout savoir sur les actions mises en place au sein de l'Union européenne.

http://ec.europa.eu/research/leaflets/combatting_obesity/index_fr.html

 **LA MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOSCIENCES**

Créée en 2000, financée dans le cadre d'un contrat quadriennal entre le ministère de l'Agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire (Direction générale de l'enseignement et de la recherche) et la région Midi-Pyrénées, la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA), par ses actions propres ou à la demande d'organismes, investit ses compétences dans la conception, l'organisation et l'animation de débats sur des sujets sensibles touchant l'agriculture, l'alimentation, les sciences et technologies du vivant, ainsi que la culture scientifique et technique. Grâce à un réseau d'intervenants nationaux et internationaux multidisciplinaires, capables d'éclairer les différents sujets abordés, la MAA joue aujourd'hui un rôle national d'instruction des questions vives. Pour appuyer et amplifier cet éclairage, elle s'est dotée d'un conseil d'analyse stratégique et scientifique.

▶ **Une référence nationale dans la conception et l'animation de débats publics**

Implantée en Midi-Pyrénées au sein de l'École Nationale de Formation Agronomique (Enfa), la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA) organise la mise en débat des objets de tensions entre la société et l'agriculture, l'alimentation et les sciences du vivant afin de détecter les ferments des crises, analyser les évolutions des représentations et les basculements des opinions, anticiper leurs effets... Pour cela elle a développé une forte expérience dans l'ingénierie du débat, opérant notamment des formes nouvelles de mise en scène des controverses, à l'échelle locale, nationale ou européenne qui placent l'ensemble des acteurs du débat en situation de responsabilité, de questionnement et de recherche commune en vue d'élaborer une intelligence collective.

▶ **Une fonction d'expertise, d'éclairage et de veille pédagogique**

En analysant constamment ce que révèlent les signaux faibles au cœur des controverses, annonciateurs de changement de nos sociétés, la MAA constitue un centre de ressources sur les questions relatives aux évolutions de l'agriculture, de l'alimentation et des sciences et technologies du vivant au sein de la société. Pour cela, elle anime des expertises et des éclairages auprès de diverses instances et produit des documents originaux de veille pédagogique mis à la disposition de l'enseignement agricole.

▶ **Un magazine Web, pour une large diffusion des savoirs**

Riche de 3000 articles et nourri quotidiennement, le magazine Web de la MAA met gratuitement à la disposition d'un large public, des ressources documentaires fiables et une matière à réflexion dans les domaines d'activité de la MAA. Ce site est ainsi le vecteur de la réflexion conduite par la MAA sur les débats contemporains qui traversent les champs de la science, de l'alimentation, de l'agriculture et du monde rural. Outre les restitutions et les analyses des débats qu'elle organise, la MAA publie sur ce magazine Web des notes de lecture, revues de presse commentées, notes stratégiques, billets, chroniques, réactions d'experts... Et autant de documents propres à enrichir la compréhension des débats en cours et à remettre en perspective l'actualité.

► Une équipe collégiale

Additionnant plusieurs compétences en matière de conception, d'organisation, d'animation, d'analyse, d'édition et de multimédia, l'équipe de la MAA fonctionne d'une manière collégiale et polyvalente. C'est à travers une confrontation constante en interne et avec ses réseaux multidisciplinaires que la MAA élabore le choix des sujets d'actualité à traiter et les moyens à initier pour les mettre en débat, les analyser et les diffuser. Des réalisations qui font appel à la polyvalence de chacun et à la responsabilité collective. **Jean-Claude Flamant**, président, directeur de recherche de classe exceptionnelle Inra; **Jean-Marie Guilloux**, directeur; **Valérie Péan**, co-responsable de la réalisation et des programmes; **Sylvie Berthier**, co-responsable de la réalisation et des programmes; **Lucie Gillot**, chargée du suivi du site web, de la presse et de la logistique de débats; **Jacques Rochefort**, chargé du suivi de la documentation et de l'administration.

► Un conseil stratégique et scientifique

Pour appuyer et amplifier l'éclairage à destination de la décision publique, de la société civile et de la communauté scientifique, la MAA s'est dotée d'un conseil d'analyse stratégique et scientifique. Président d'honneur: **Edgard Pisani**, ancien ministre. Président: **Guy Paillotin**, secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture de France, ancien président de l'Inra. Vice-président: **Bertrand Hervieu**, inspecteur général de l'agriculture, ancien président de l'Inra. Autres membres: **Michel Griffon** (agro-économiste, France), directeur général adjoint de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR); **Tomas Garcia Azcarate** (économiste, Espagne), conseiller économique des marchés à la Direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne; **Lucien Bourgeois** (économiste, France), ancien conseiller du président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA), président de la Société Française d'Économie Rurale (SFER); **Gilles Allaire** (économiste, France), directeur de recherches à l'Institut National de Recherches Agronomiques (Inra), président du conseil scientifique de l'École Nationale de Formation Agronomique de Toulouse (Enfa); **Dominique Desjeux** (anthropologue, France), professeur des universités en anthropologie sociale et culturelle, la Sorbonne; **Jean-Luc Mayaud** (historien, France), professeur des universités de 1^{re} classe histoire contemporaine, directeur du laboratoire d'études rurales de l'université Lumière Lyon 2; **Patrick Denoux** (psychologue Interculturel, France), professeur des universités en psychologie interculturelle, université de Picardie-Jules Verne (Amiens).

► Mission Agrobiosciences

ENFA BP 72638

31 326 Castanet-Tolosan

Tél. : 05 62 88 14 55 - Fax: 05 62 88 14 51

Contact « Veille pédagogique » de la Mission agrobiosciences : sylvie.berthier@agrobiosciences.com

www.agrobiosciences.org

